

Références : 20221019_UIDLHL_EAR_375
Code AIOT : 0006103498

ST ETIENNE, le 19/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



CLECIM

41, route de Feurs
BP 99
42600 SAVIGNEUX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement CLECIM implanté 41, route de Feurs BP 99 42600 SAVIGNEUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection 2022 a été ciblée sur l'action nationale "incendie dans les installations de traitement de surface".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLECIM
- 41, route de Feurs BP 99 42600 SAVIGNEUX
- Code AIOT : 0006103498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Groupe PRIMETALS TECHNOLOGIES a décidé de se séparer du site en 2021. Un Fonds allemand spécialisé dans les restructurations s'est porté acquéreur en mars 2021. Le site n'a donc plus d'assise industrielle mais l'opération a très bien fonctionné (couverture presse, intérêt politique). Aujourd'hui le site est rentable et le sera 2023. Le sujet du recrutement est d'actualité (15 postes ouverts et 8 alternants arrivés).

Le site connaît un repositionnement de son "business model" (avec Bureau d'Etudes, et des compétences en innovation, service et consulting), en restant appuyé sur les activités de mécanique/traitement de surfaces. La mécatronique est un secteur de croissance pour ses activités (conception et fabrication de machines spéciales, voire de lignes complètes).

Le contrôle porte sur l'activité de traitement de surface et la maîtrise du risque incendie dans l'atelier dédié (soumis à la Directive IED pour plus de 60 m3 de bains actifs).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque Incendie dans les installations de traitement de surfaces des métaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

les émissions atmosphériques du site sont maîtrisées depuis le dernier contrôle non-conforme (2021). Après mise en oeuvre des actions correctrices, le contrôle de récolement et les suivants sont conformes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.
Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
10	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 4.3.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 8.1.5	/	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.5.3	/	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.5.3	/	Sans objet
7	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.5.3	/	Sans objet
8	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.5.2	/	Sans objet
9	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 4.3.1	/	Sans objet
11	Risques accidentelsConsignes	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 8.1.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est très bien tenu, les employés rencontrés (responsable TS, responsable maintenance) se sont rendus disponibles pour répondre aux questions lors de la visite. Les demandes de l'inspection résultant des échanges et de la visite portent sur des éléments très ponctuels. Le sujet principal à traiter est celui de la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie de l'atelier TS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : Les DEFNC ont été contrôlés le 14 février 2022 par DESSAUTEL L'atelier dispose de 3 ventelles en toiture sous 1 mois : Le calcul est à produire pour justifier du rapport DEFNC /Surface atelier (la superficie de l'atelier serait de 380 m ² , aussi pour le respect du droit du travail les DEFNC devraient représenter une surface totale de 3,8 m ² . Les prescriptions pour les stockages et ateliers ICPE prévoient 2 % de la surface géométrique mais l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié n'est pas aussi précis, et les seuls combustibles de l'atelier TS sont les cuves de traitement). Le plan de la toiture de l'atelier, construit en 2008, sera à transmettre
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
Constats : L'ouverture des DEFNC est à commande - automatique asservie à la détection incendie - et manuelles (pneumatiques semble t il) conformément à la prescription. Les commandes manuelles sont positionnées près de l'entrée de l'atelier. La détection incendie est renvoyée vers 4 numéros, dont le n° d'urgence et deux portables pour les nuits et les week-end. L'exploitant précisera par retour de courrier s'il y a une temporisation entre la détection incendie et le déclenchement automatique des DEFNC. Il indiquera par ailleurs, en cas de déclenchement manuel, comment et dans quel délai sont remplacés les consommables (disponibilité de cartouches de gaz par exemple).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : Le contrôle réglementaire des installations électriques du site était en cours au jour de l'inspection. L'Etude technique foudre qui était ancienne a été mise à jour il y a un an. L'atelier dispose d'une protection anti-foudre adaptée. La prescription n'a pu être contrôlée mais l'exploitant précise que le site contient peu de charge combustible. Les actions faites pour la protection anti-foudre étaient nécessaires à la mise en conformité. L'exploitant considère que les assureurs regardent surtout le volet « incendie » L'exploitant transmet les rapports de contrôle des installations électriques et anti-foudre au sous 2 mois ou dès qu'ils sont disponibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 8.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement.
Constats : Chauffage des bains : Est notée l'absence de circuit de refroidissement, les bains devant rester chaud pour éviter leur cristallisation (température de consigne 30°C). DéTECTEURS de niveau dans les bains : - l'exploitant a revu le système il y a un an pour éviter tout débordement (contrôle de niveau haut) sur bains verticaux pour dupliquer la gestion réalisée sur les bains horizontaux qui ont 4 ans - Une sonde gère le niveau moyen ; si elle est immergée, aucune action n'est mise en oeuvre ; si elle n'est plus immergée, la sonde pilote une temporisation réglée sur une heure. Quand le délai d'une heure est atteint, le pilotage d'une électrovanne permet d'alimenter le bain jusqu'à que la sonde soit immergée à nouveau Une sonde sécurité est présente : si la vanne d'appoint ne ferme pas le circuit, une deuxième électrovanne ferme le circuit La température des bains est pilotée par automate. Les résistances sont protégées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour permettre d'assurer la défense extérieure contre l'incendie de l'ensemble du site, il faudra pouvoir disposer d'un débit global de 180 m ³ /h pendant 2 heures minimum
Constats : Bassin de réserve : le site dispose d'une cuve EEI d'un volume global de 2400 m ³ rempli à 1700 m ³ pour ne pas stocker inutilement de l'eau (ce volume a fait l'objet d'une mise à jour dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2019). Le SDIS est venu tester les raccords pour ses engins en 2020. La zone de mise en station des engins a été élargie et balisée pour la garder libre en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En outre, les moyens de lutte contre l'incendie devront être adaptés aux risques à défendre, et devront comprendre au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">➤ des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;➤ des robinets d'incendie armés ;➤ de poteaux d'incendie de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes: diamètre 100 mm, 17 litres/s pendant 2 heures, pression dynamique 1 bar. Un de ces poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement. Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, bureau départemental de prévision opérationnelle (application de la norme NFS 62.200)
Constats : Les moyens de défense incendie prescrits s'appliquent au site dans son ensemble sans spécification particulière pour l'atelier TS. Ce dernier dispose de 6 extincteurs adapté aux risques (3 CO ₂ + 2 Poudre à l'intérieur et 1 CO ₂ à l'extérieur). Les extincteurs sont repérés et accessibles : ce point est vérifié systématiquement lors des tours d'observation. Ils sont remplacés si défectueux.
NB : le site dispose d'un seul RIA dans l'atelier de production. Il stocke et détient peu de matières combustibles
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propres au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles –publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/51. Le volume minimum de ces réserves est de 300 m3.
Constats : le site dispose d'une réserve d'eau de 1700 m3 (cuve de 2400 m3 partiellement remplie) pour la défense extérieure contre l'incendie. Le SDIS est venu en 2020 tester les bouches de raccordement. La zone de mise en station des engins a été balisée pour rester libre en toutes circonstances
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Repérés et accessibles : vérifié lors des tours d'observation systématiquement Toutes les vérifications sont enregistrées sur le registre sécurité et le site enregistre les rapports des intervenants extérieurs (il n'y a pas particulièrement lieu de distinguer l'atelier TS du reste du bâtiment)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : 2. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
Constats : Le site dispose de 4 points de rejets : 3 vers le Vizezy et 1 vers Ruisseau de la Madeleine. Il est équipé d'un séparateur hydrocarbures avant évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées vers le milieu naturel. Un deuxième séparateur est installé sur la zone des cuves

huiles solubles. Leur curage et l'entretien sont réalisés annuellement avec envoi des résultats à Loire Forez Agglomération.
Le point de rejet n° 3P vers le Vizezy est situé à côté atelier Nickelage et le regard dispose d'un tapis d'obturation à mettre en place en cas de sinistre. Compte tenu de l'éloignement du Ruisseau de la Madeleine (linéaire Natura2000), un transfert d'eaux d'extinction de la zone de l'atelier TS vers le ruisseau semble physiquement impossible.
L'efficacité des tapis d'obturation des regards EP a été testée en juillet 2020 et l'absence d'efficacité des tapis magnétiques a conduit ne pas retenir ce type d'équipement.
L'exploitant justifiera des volumes de rétention effectivement disponibles pour assurer qu'ils permettent de retenir les volumes de bains et les eaux d'extinction associés à un incendie de l'atelier. Le synoptique de l'atelier TS qui identifie les volumes des cuves et rétentions en place sera à mettre à jour au regard des derniers aménagements réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 4.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.
Constats : La mise en place du ou des tapis obturateurs des regards du réseau EP se fait manuellement, en l'absence de dispositif de confinement interne à ce réseau. Sous un mois, - l'exploitant justifiera que la mise en place du tapis obturateur sur le regard d'eaux pluviales proche de l'atelier TS est possible en toutes circonstances (équipements de sécurité et consigne à éloigner des flux thermiques et procédure spécifique pour les périodes nuit et week-end, si nécessaire) - l'exploitant mettra à jour les affiches positionnées vers les regards d'eaux pluviales pour identifier les personnes responsables de la mise en place des tapis obturateurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Risques accidentels- Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 8.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : ➤ la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ➤ les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;

<ul style="list-style-type: none"> ➤ la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ; ➤ les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ; ➤ les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ; ➤ les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. <p>L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.</p>
<p>Constats : Le site dispose d'instructions (procédures hebdomadaire et journalière pour le fonctionnement des systèmes, la maintenance, la surveillance et le mesurage). Des fiches/consignes pédagogiques sont disponibles pour la conduite des lignes TS, la gestion des arrêts et redémarrage des lignes (mais la fermeture annuelle n'est pas systématique).</p> <p>Il existe par ailleurs des consignes générales "usine" pour la gestion des liquides (dont produits mis en oeuvre sur les lignes TS)</p> <p>La conduite à suivre, la localisation des accessoires... font l'objet de consignes spécifiques en cas de déversement accidentel , en cas de coupure électrique (vérifications pour la mise en sécurité, évacuation des personnels)</p> <p>Les procédures et les rapports de contrôle sont disponibles sous une application AMADEO et l'outil de gestion de maintenance</p> <p>L'astreinte (nuit, week-end) a été supprimée pour l'atelier TS à la mise en service du système de contrôle niveaux (mais des visites-routine journalières et hebdomadaires sont réalisées)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>